REPUBLIQUE FRANCAISE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CARCASSONNE AGGLO

DECISION DU PRESIDENT N° 2020-062

OBJET : Demande de subvention « Dotation Politique de la Ville » dans le cadre du Contrat de Ville de Carcassonne pour le dispositif CitésLab »

Le Président de Carcassonne Agglo,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-1 ;

Vu le décret 2014-1750 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu la délibération n° 2015-187 du Conseil communautaire de Carcassonne Agglo du 26 juin 2015 approuvant la signature du contrat de ville de Carcassonne pour la période 2015-2020 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

DECIDE

Article 1 : Le dispositif « CitésLab », initié par la Caisse des Dépôts et Consignations, soutient le développement de l'entrepreneuriat et la création d'activité, notamment dans les phases de repérage et d'amorçage. Il repose sur une animation permanente dans les quartiers prioritaires, via un chargé de mission, aux fins de repérer et accompagner toute personne présentant un potentiel entrepreneurial. Dans le cadre de sa politique d'accompagnement des porteurs de projets, Carcassonne Agglo ambitionne de renouveler le dispositif « CitésLab » sur son territoire. Le dispositif est désormais porté par BPI France.

Article 2 : L'engagement de cette opération est prévu pour une nouvelle période de 1 an (septembre 2020-août 2021) puis 3 ans, à savoir de septembre 2021 à septembre 2024. Les demandes de financement correspondent à deux années de fonctionnement, calquées sur les deux années restantes de la durée du contrat de ville (2020-2022).

Article 3 : Le coût prévisionnel de l'opération, basé sur une année pleine s'élève à 52 999 € soit 105 998 € sur 2 ans.

Article 4 : Afin de réaliser cette opération, une demande de subvention est déposée auprès des partenaires du Contrat de Ville en réponse à l'appel à projets 2020 dans le cadre de l'objectif développement économique et accès à l'emploi.

Le plan de financement prévisionnel du dispositif se présente comme suit :

- BPI France : 25 000 €
- Etat (DPV) : 60 000 €
- Carcassonne Agglo : 20 384 €

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice Générale adjointe en charge du département cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle et de l'exécution de la présente décision.

Article 6 : La présente décision sera inscrite au Registre des délibérations du Conseil communautaire et fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil communautaire.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION – CARCASSONNE AGGLO

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour son bénéficiaire ou de la date d'affichage pour les tiers et de la date de transmission en Préfecture.

Article 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à Madame la Préfète de l'Aude.

115

Carcassonne, le 20 mai 2020

Signé et certifié électroniquement
Par Régis BANQUET
Président de Carcassonne Agglo

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-200035715-20200520-DDP-2020-062-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2020
Affichage : 22/05/2020